

Homosexualité dans le monde arabe contemporain

Bien que peu connue, il existe une contreculture arabe ‘queer’ qui défend les droits LGBT. Cependant, parfois la visibilité peut être contreproductive et l’anonymat préférable.

Samar Habib

Ces dernières années, la question de l’homosexualité dans l’islam est à l’ordre du jour. Et cela du fait que l’on peut tirer un profit politique de la conjonction de ces deux sujets, aussi bien dans les pays à majorité musulmane que dans la rhétorique occidentale sur l’islam et les musulmans. Dans les premiers, nous avons vu comment les hommes politiques et les fonctionnaires publics utilisaient l’homosexualité comme instrument ou bien pour dévier l’attention des véritables crises que devait affronter le pays, ou pour construire un argument contre l’impérialisme occidental et la menace que celui-ci suppose pour les valeurs culturelles « islamiques ». Un cas illustratif est celui du boycott d’Omar Ramadan, délégué permanent de l’Égypte aux Nations unies, à la désignation par le Conseil des droits de l’Homme de l’ONU d’un enquêteur indépendant pour surveiller la persécution basée sur l’identité de genre et l’orientation sexuelle. En 2016, Ramadan a rédigé une lettre de protestation au nom de l’Égypte et d’autres pays majoritairement musulmans où il affirmait que la désignation attaquait les valeurs qu’il représentait. De la même façon, les hommes politiques d’Occident utilisent le sujet de l’homosexualité pour démontrer que l’islam n’est pas compatible avec les valeurs démocratiques ou la modernité. Ces deux camps coïncident de façon implicite sur le fait que l’homosexualité et l’islam sont, d’une certaine façon, des affaires séparées et différentes, comme si la sexualité et la religion n’avaient pas habité le même continuum spatio-temporel depuis des temps immémoriaux.

Naturellement, les voix et les mouvements musulmans progressistes du monde entier ont conçu une réponse à cette polarité généralisée dans un effort pour déstabiliser l’islamisme qui surgit à divers degrés, ainsi que l’islamophobie qui se propage sans contrôle en Occident. Aussi bien en Occident que dans les pays à majorité musulmane, nous assistons à une augmentation des organisations qui défendent les droits des minorités sexuelles et de genre. En Occident, les musulmans LGBT ont gagné en visibilité et créé leurs propres espaces sacrés, telles des mosquées inclusives et des groupes et retraites musulmans LGBT qui existent au Canada, aux États-Unis, en Afrique

du Sud, au Royaume-Uni et dans d’autres pays d’Europe et sa périphérie, comme la Turquie. Cette façon de s’organiser existe aussi dans le monde arabe, mais elle est la plupart du temps toujours clandestine, et à juste titre car, dans la plupart des pays arabes, l’homosexualité est un crime.

Après le 11 septembre 2001, les organisations non gouvernementales ont commencé à proliférer dans le monde arabe, presque toujours financées par des fondations philanthropiques occidentales, consacrées à offrir une solution à la nouvelle brèche d’inégalité de développement que représente le sujet de l’homosexualité. Tandis que l’égalité de genre, comprise comme les « droits des femmes », a constitué une priorité des programmes de développement depuis les années soixante-dix, jusqu’à il y a peu, les personnes LGBT n’avaient pas été reconnues à l’échelle internationale comme des citoyens exposés à la violence et la persécution de l’État. Au travail d’ONG comme Human Rights Watch, qui a attiré l’attention internationale en 2001 sur la persécution des homosexuels égyptiens avec l’affaire Caire 52, et à l’interdiction par l’UE de la discrimination de personnes en raison de leur orientation sexuelle dans sa Charte de droits fondamentaux, a suivi 10 ans plus tard la déclaration par les Nations unies et l’administration Obama selon laquelle les droits LGBT sont des droits humains. Ces changements si rapides ont aidé à faire des droits de ces personnes une affaire qui transcende les frontières de chaque pays et qui entre dans le domaine des droits de l’Homme, ce qui a attiré l’attention internationale sur des contextes nationaux où les homosexuels souffraient de persécutions et qui, sinon, seraient toujours ignorées.

Bien qu’il soit clair que l’actuelle administration américaine a révoqué le bref appui de son prédécesseur, on peut encore ressentir les conséquences de cette internationalisation des identités et des droits LGBT dans l’intensification des persécutions dans des endroits comme l’Égypte et, plus récemment, la Tchétchénie. Une réaction qui s’est produite contre l’effort conjoint de prêter une dimension internationale aux droits LGBT considérés comme des droits de l’Homme, en particulier dans de nombreux pays à majorité musulmane, dont les gouvernements ont mis un intérêt spécial à réviser

Samar Habib, chercheuse et érudite, experte des questions de genre et sexualité dans le monde arabe.

leur législation ou à l'appliquer de façon plus stricte et lui donner une diffusion publique.

Comme exemple, nous pouvons citer l'initiative lancée en 2011 par un groupe islamiste pour réformer la Constitution du Maroc afin de définir la famille comme formée par un homme et une femme, et défendre le concept de familles « déviées » et « antinaturelles ». Avant l'internationalisation des droits LGBT, s'efforcer pour définir ainsi la famille aurait été inimaginable et inutile. Il était bien entendu que le terme faisait référence à la construction sociale nucléaire hétérosexuelle. Cependant, actuellement, on peut observer les conséquences de la rhétorique internationale précisément dans la manière dont les islamistes se sentent obligés à réagir. Un autre exemple antérieur nous amène au Koweït en 2007. Une loi vague et pernicieuse a été alors promulguée contre ceux qui s'habillaient ou se présentaient en public avec l'apparence propre du « sexe opposé », en réponse à la croissante visibilité des personnes transsexuelles ou de genre atypique dans l'espace public. La norme de 2007 a abouti à une vague d'arrestations, harcèlement et emprisonnements suivis de nombreux rapports de Human Rights Watch.

L'Égypte est peut-être le pire agresseur en ce qui concerne la persécution et les pièges tendus aux gays, ou même aux personnes simplement soupçonnées d'homosexualité. Dans ce pays, le délire persécuteur n'a pas seulement provoqué l'arrestation et l'emprisonnement d'hommes effectivement gays, mais souvent aussi d'autres qui se trouvaient par hasard au mauvais endroit au mauvais moment. Les arrestations des Bains Ramsès en 2014 ont été la conséquence des impitoyables inventions de la présentatrice de télévision Mona Iraqi, inquiète surtout d'augmenter l'audience de son émission. Les détenus ont été soumis aux affreux « examens anaux », il a été déterminé qu'ils étaient innocents et ils ont été remis en liberté. La dernière fois, et peut-être la plus absurde, où les homosexuels ont servi de bouc-émissaires s'est déroulée lors du concert de Mashrou' Leila de 2017, où certains admirateurs ont brandi un drapeau arc-en-ciel et ont été arrêtés et conduits en prison uniquement de ce fait. Le plus échevelé dans cette dernière affaire est vraiment inquiétant, puisque maintenant l'État prétend punir quelque chose d'aussi intangible que le fait de brandir un drapeau.

Même dans les pays où les homosexuels vivaient relativement au calme et sans harcèlement, tels que l'Algérie, on commence à observer des incitations à la violence, en particulier contre les hommes gays et les femmes transsexuelles, dans les médias. *Echourouq et Ennahar el Djaidid*, deux journaux algériens ayant une ample diffusion (respectivement un million et 120 000 exemplaires) ont tout deux commencé à publier des gros titres sensationnalistes selon lesquels la police a attrapé des « pervers sexuels » (c'est-à-dire des gays) qui entretenaient des relations sexuelles dans des parcs et des toilettes publiques. Un activiste pro droits LGBT m'a raconté que, entre août 2010 et septembre 2011, une vague brutale de meurtres d'hommes homosexuels et de femmes transsexuelles s'est

produite, dont les médias n'ont pas donné de nouvelles et sur lesquels la police a à peine enquêté. Selon l'avis de l'activiste, les incitations contre les homosexuels par les médias sont liées aux homicides homophobes. De même, il m'a fait savoir qu'il était impossible de contacter la police pour demander de plus amples informations sur les crimes car cela pourrait suffire à le rendre suspect. Cet activiste fait partie d'un mouvement communautaire clandestin, alors que le réseau de personnes LGBT agit à l'insu des autorités, puisque l'homosexualité est toujours illégale selon le Code pénal algérien. Ces meurtres non résolus ont entouré l'homicide d'un populaire leader de l'opposition politique algérienne, qui a eu un grand retentissement.

La victime était le professeur universitaire Ahmad Kerroumi, personnage public reconnu, amplement respecté par la communauté de son pays en raison de son activisme politique dans un parti algérien qui exige des réformes démocratiques. Suite à la mort d'une membre du parti, d'importantes émeutes se sont produites parmi la population, qui a fait pression sur le gouvernement pour qu'il réponde. Deux semaines plus tard, l'enquête policière est arrivée à la conclusion que la femme avait été assassinée par deux individus qui voulaient la voler et qu'il ne s'agissait pas d'un assassinat politique. Peu après, Kerroumi lui-même a été retrouvé mort dans le siège du parti. Personne n'a été inculpé de ce crime, alors ses étudiants et ses partisans ont accusé le gouvernement d'assassinat politique. L'indignation, nourrie déjà par les manifestations de chaque samedi contre le régime, a augmenté. Au bout de quelques jours, *Ennahar* a publié à la Une un gros titre qui affirmait que Kerroumi avait été assassiné par son amant gay, qui avait été arrêté et jugé. Selon le journal, plus de 40 hommes cités lors du procès ont soutenu qu'ils avaient maintenu des relations sexuelles avec Kerroumi. De même, ils ont dévoilé que l'on avait retrouvé sur le lieu du crime un préservatif de son amant. L'histoire a mis fin à l'appui populaire à Kerroumi, qui était jusqu'alors connu comme un leader politique respecté et un homme de famille, ce qui a freiné les efforts politiques de l'opposition.

Le wahhabisme et ses réseaux

La situation n'a pas toujours été ainsi, ni si mauvaise. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, le monde musulman a beaucoup changé. Dans les années quatre-vingt, nous avons assisté au resurgissement de l'usage du voile, une pratique relativement oubliée dans une grande partie du monde arabe développé, suite aux mouvements de défense des droits des femmes qui avaient atteint leur point culminant dans l'Égypte des années vingt. Avec cela, je ne veux pas dire que le voile soit en soi un signe d'oppression, mais son obligation l'est assurément, puisque le Coran ne contient aucun verset épaulant cette attitude.

Ainsi, par exemple, il est évident que, dans les années soixante-dix, en Afghanistan, en Inde, en Indonésie, au Bangladesh, au Pakistan, en Égypte, au Maroc ou en Tunisie, il n'était pas habituel que les femmes musulmanes

portent le voile. De plus, dans certains cas, elles le portaient telles Benazir Bhutto, c'est-à-dire comme une coutume culturelle. Il suffit de voir les films égyptiens des années soixante et soixante-dix pour trouver des personnages qui dansent sous la cadence de « Like a Sex Machine » de James Brown, qui boivent du whisky dans des bars et qui maintiennent des relations sexuelles en dehors du mariage. Bien sûr, tout cela était encore tabou dans la société et le patriarcat continuait à dominer, mais pour lors la variante la plus commune de l'islam était moins austère.

La richesse découverte en Arabie saoudite du jour au lendemain au milieu des années trente, a fini par contribuer au resurgissement du wahhabisme, et c'est là où nous retrouvons les interprétations les plus improbables des versets coraniques pour obliger les femmes à porter le voile. C'est le wahhabisme, d'un côté, et le succès de la révolution iranienne en 1979, de l'autre, qui ont déterminé que le monde islamique ait expérimenté une restauration doctrinale au milieu des années quatre-vingt. Bien sûr, cela a eu des répercussions non seulement pour les homosexuels, mais aussi pour les droits des femmes. L'impérialisme occidental n'est pas non plus d'une grande aide, même s'il est vrai que l'on ne peut pas lui attribuer toute la responsabilité de l'essor de l'islamisme en tant que réponse à ses occupations militaires, ses impositions et ses politiques colonialistes. L'impérialisme a créé le besoin de résistance, et la résistance apparaît souvent erronément sous forme de guerre culturelle, quelque chose comme un « nous » contre « eux ». Si l'Occident tolère les homosexuels (ce qui, certainement, n'est pas tout à fait vrai), le monde islamique doit alors les rejeter, et si l'Occident tente d'introduire des homosexuels dans le monde musulman, les musulmans doivent empêcher ce danger de s'infiltrer parmi eux. C'est précisément là la logique qui se trouve derrière la vague de meurtres qui a eu lieu en Irak en 2009, et à nouveau en 2012, par une milice chiite ayant eu pour cible les « hommes atypiques » du point de vue du genre et ceux qui ne s'habillaient pas selon l'usage conventionnel. Les miliciens ont observé le phénomène dans des zones qui avaient été, sous le régime de Saddam Hussein, des villes cosmopolites et qui sont tout à coup tombées sous leur contrôle. Ils ont interprété que cela signifiait que les forces d'occupation américaines avaient amené ce « fléau » avec elles. Ils ont effectué des purges afin de restaurer leur vision de la normalité islamique.

Les combattants du groupe État islamique ont aussi fait la une des médias internationaux en 2011, 2015 et 2016, lorsqu'ils ont capturé et exécuté des hommes accusés de sodomie en les lançant d'un toit, une forme de châtiment qui ne peut même pas être qualifiée de médiévale, puisque l'Irak du IX^{ème} siècle grouillait de sodomites insoucians, qui occupaient souvent des postes de prestige et pouvoir dans la cour abbasside.

Ces 30 dernières années, nous avons assisté à la wahhabisation d'une grande partie du monde musulman. L'amplitude de la portée culturelle de l'Arabie saoudite à travers la télévision par satellite (ainsi que le signale

Sahar Amer) et le financement de nombreux programmes culturels et institutions islamiques partout dans le monde, garantit que l'interprétation du Coran et l'application de l'islam dans la vie quotidienne soient fortement influencées par l'école de pensée de ce pays, âgée d'un peu plus de 300 ans. En Arabie saoudite même, il n'existe pas un consensus monolithique ou unanime sur l'homosexualité, mais les spécialistes qui, tels Salman al Odeh, soutiennent que la punir n'est pas justifié selon le Coran, sont rejetés, sinon directement poursuivis.

S'il est vrai que le wahhabisme a contribué en grande mesure à diffuser une idéologie très concrète en ce qui concerne l'interprétation du Coran et la vie dans l'islam, les musulmans du monde entier continuent à pratiquer leur foi de façons très diverses. Prenons par exemple les soufis zaouïas de Tunisie et du Maroc, parmi lesquels, en théorie, le mariage serait possible entre personnes du même sexe, ou l'islam nettement féministe des Huis de Chine, ou les membres musulmans du Parlement allemand qui ont voté en 2017 unanimement pour le mariage homosexuel. C'est pour cela qu'il est crucial que nous résistions à la colonisation wahhabite de nos esprits, qui produit l'impression erronée selon laquelle l'islam est le wahhabisme et le wahhabisme est l'islam. Cette tâche de « désapprendre » ou de « déconstruire » la vision selon laquelle l'islam est irréconciliable avec les genres et la diversité sexuelle, ce sont les propres musulmans qui l'effectuent à leur rythme et leur manière.

Nous avons une tendance voyeuriste à vouloir connaître l'activisme LGBT au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Nous voulons un inventaire, nous voulons des noms, nous voulons des histoires et nous voulons des exemples. Mais souvent, il s'est démontré que notre curiosité prête un maigre service au but d'influencer véritablement un changement social. Plus on considérera que les organisations LGBT de la société civile sont soutenues par l'Occident ou constituent une pression étrangère, moins il est probable qu'elles soient capables de produire l'effet qu'elles recherchent de façon organique, subtile et en concordance avec les contextes nationaux et culturels particuliers. Il serait bon de laisser à la révolution sociale lente qui a lieu dans le monde arabe, et qui n'a jamais cessé d'exister, l'espace et le temps dans l'ombre dont elle a besoin pour prospérer. Parfois nous perturbons, nous interrompons le rythme naturel à cause de notre regard. Il existe dans le monde arabe une contreculture arabe *queer*, vivante et florissante, qui effectue une grande tâche de transformation selon ses propres critères et ses diverses manières. Cependant, parfois, la visibilité peut être contreproductive et l'anonymat est conseillé. Les activistes LGBT occidentaux sont en train de comprendre l'argument, qui leur arrive de leurs confrères du monde arabe, selon lequel les stratégies de résistance peuvent différer d'un contexte national et culturel à un autre. Si les politiques de visibilité ont fonctionné pour les droits LGBT occidentaux, les activistes du monde arabe nous disent que, pour eux, ce n'est pas là la meilleure stratégie. Du moins pour l'heure. ■